



l'insécurité alimentaire:  
la faim au quotidien et  
la crainte permanente de la famine



## Remerciements

Cette quatrième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* est le fruit d'une collaboration menée au sein de la FAO sous l'égide du Département économique et social (ES).

Cet ouvrage a été réalisé sous la direction générale de Hartwig de Haen, Sous-Directeur général, ES, avec l'aide de Prakash Shetty, chef du Service de la planification, de l'analyse et de l'évaluation nutritionnelles (ESNA), qui a présidé l'équipe technique. Andrew Marx, de KnowledgeView Ltd, a apporté une aide précieuse pour la conception et la mise en forme rédactionnelle de cette publication.

Les autres membres de l'équipe technique étaient: William Meyers, Barbara Huddleston et Kostas Stamoulis, Division de l'analyse du développement agricole et économique; Jorge Mernies, Division de la statistique; David Wilcock, coordinateur du SICIAV; et Nicholas Hughes, coordonnateur du programme du Département ES.

Des contributions techniques ont été apportées par les fonctionnaires suivants: Jelle Bruinsma et Josef Schmidhuber, Unité des études prospectives globales (ES); Haluk Kasnakoglu, Ricardo Sibrian, Cinzia Cerri et Loganaden Naiken (consultant), Division de la statistique (ES); Ergin Ataman, Mario Bloise et Paola de Salvo, Division de la recherche, de la vulgarisation et de la formation, et Paul Munro-Faure, David Palmer, Paolo Groppo, Adriana Herrera et Luciana Colella-Iarussi, Division du développement rural (Département du développement durable); Freddy Nachtergael et Marina Zanetti, Division de la mise en valeur des terres et des eaux, et John Dixon, Division des systèmes de soutien à l'agriculture (Département de l'agriculture); Aysen Tanyeri-Abur, Sumiter Broca, Stefano Trento, Luca Fe d'Ostiani, Amdetsion Gebre-Michael, Guenter Hemrich, Anna Carla Lopez et Manish Tiwary, Division de l'analyse du développement agricole et économique (ES); Barbara Burlingame, Karel Callens, Florence Egal et Gina Kennedy, Division de la nutrition (ES); Jenny Riches, Unité de coordination du

SICIAV (ES); Liliana Balbi, Division des produits et du commerce international (ES); Douglas McGuire et Thomas Hofer, Division des ressources forestières (Département des forêts).

Les principales estimations de la consommation alimentaire et de la sous-alimentation utilisées pour cette quatrième édition émanent, respectivement, de la Sous-Division des données de base et du Service d'analyse statistique de la Division de la statistique (ES).

La FAO remercie tout particulièrement l'équipe de Benson, Cambridge, (Royaume-Uni) pour la conception, la présentation, la mise en forme et la préparation du matériel graphique.

Le Groupe édition de la Division de l'information a été chargé de la correction d'épreuves, du contrôle de qualité et de l'édition électronique; les traductions ont été faites par le Groupe de la traduction, Division de la Conférence, du Conseil et du Protocole (Département des affaires générales et de l'information).

Publié en 2002 par  
l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture  
Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Tous droits réservés. Les informations ci-après peuvent être reproduites ou diffusées à des fins éducatives et non commerciales sans autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur à condition que la source des informations soit clairement indiquée. Ces informations ne peuvent toutefois pas être reproduites pour la revente ou d'autres fins commerciales

sans l'autorisation écrite du détenteur des droits d'auteur. Les demandes d'autorisation devront être adressées au Chef du Service des publications, Division de l'information, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italie ou, par courrier électronique, à [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org)

© FAO 2002

ISBN 92-5-204815-4

Imprimé en Italie

## Photographies

En couverture (de gauche à droite): T. Burarakskiet/PNUD/Still Pictures; S. Mitta/PNUD/Still Pictures; L. Olesen/PNUD/Still Pictures.

## Sources

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2002 est fondé sur les données et analyses fournies par les divisions techniques de la FAO. Des références spécifiques à certains articles de cette édition se trouvent ci-dessous:

### Pages 6-7

**Rice, A., Black, R., Hyder, A. et Sacco, L.** 2000. La malnutrition cause sous-jacente des décès de l'enfant par maladies infectieuses dans les pays en développement. *Bulletin de l'OMS*, 78(10): 1207-1221.  
**Rustein, S.** 2000. Facteurs associés aux tendances de la mortalité infanto-juvénile dans les pays en développement au cours des années 90. *Bulletin de l'OMS*, 78(10): 1207-1270.

### Pages 14-19

**Dixon, J. et Gulliver, A. with Gibbon, D.** 2001. *Systèmes de production agricole et pauvreté: améliorer les moyens d'existence dans un monde en changement*. FAO et Banque mondiale, Rome et Washington. 420 pp.  
**Ellis-Jones, J.** 1999. Poverty, land care, and sustainable livelihoods in hillside and mountain regions. *Mountain Research and Development*, 19(3): 179-190.  
**Centre international de mise en valeur intégrée des montagnes.** 1997. *Issues in Mountain Development*, 1997(1).  
**FAO.** 2001. Household Food Insecurity and Nutrition in Mountain Areas, parby A. Jenny. Rome.  
**Messerli, B. et Ives, J.D., éds.** 1997. *Mountains of the World: A Global priority*. New York, Parthenon.

**Centre pour le développement et l'environnement (CDE), Action pour les montagnes.** Université de Berne. 2000. *Montagnes du monde: ressources pour le XXIe siècle. Contribution au Chapitre 13 d'Action 21*.

**PNUE-Centre de surveillance de la conservation de la nature.** 2000. *Montagnes du monde*.

### Pages 22-23

**Cohen, M.J. et Pinstrup-Andersen, P.** 1999. Food security and conflict. *Social Research*, 66(1).  
**FAO.** 2000. Conflits, agriculture et sécurité alimentaire. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2000*. Rome. 360 p.  
**Messer, E., Cohen, M.J. & D'Costa, J.** 1998. Food from Peace: Breaking the Links between Conflict and Hunger. IFPRI, Washington. 44 p.  
**Collier, P.** 2000. Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy. Banque mondiale. Washington. 23 p.  
**Ohlsson, L.** 2000. Livelihood Conflicts: Linking Poverty and the Environment as Causes of Conflict. Agence suédoise pour le développement international (SIDA), Stockholm.  
**Homer-Dixon, T.F.** 1999. Environment, Scarcity and Violence. Princeton University Press, Princeton, New Jersey, Etats-Unis. 272 p.

### Pages 24-25

**USAID.** 1992. Economic Rationale for Investing in Micronutrient Programs, A Policy Brief Based on New Analyses. Washington.

**Faber, M., Phungula, M.A.S., Venter, S.L., Dhansay, M.A. et Benade, A.J.S.** 2002. Home-gardens focussing on yellow and dark-green leafy vegetables can improve serum retinol concentration in 2-5-year old children in South Africa. *American Journal of Clinical Nutrition*. (sous presse)

### Pages 26-27

**Maxwell, D. et Wiebe, K.** 1998. Land Tenure and Food Security: A Review of Concepts, Evidence and Methods. Land Tenure Center, University of Wisconsin, Madison, WI, Etats-Unis.  
**Besley, T. et Burgess, R.** 2000. Land Reform, Poverty Reduction and Growth: Evidence from India. London, London School of Economics (mimeo).  
**FIDA.** 2001. Comment mettre fin à la pauvreté rurale. *Rapport 2001 sur la pauvreté rurale*, p. 71-124. FIDA, Rome. 266 p.  
**El-Ghonemy, M.R.** 2002. *Agrarian Reform Policy Issues Never Die*. Keynote speech at the Conference on Agrarian Reform and Rural Development: Taking Stock, organized by the Social Research Center of the American University. Le Caire, Egypte.  
**Netting, R.M.** 1993. Smallholders, Householders. Stanford University Press, Stanford, CA, Etats-Unis. 389 pp.  
**Deininger, K., van den Brink, R., Hoogeveen, H. & Moyo, S.** 2000. How Land Reform can Contribute to Economic Growth and Poverty Reduction: Empirical Evidence from International and Zimbabwean Experience. World Bank Land Policy Network, Washington. (disponible sur [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)).

**l'insécurité alimentaire:**  
la faim au quotidien et  
la crainte permanente de la famine

L'état de  
**l'insécurité**  
**alimentaire dans le monde**

**2002**

# A propos de ce rapport

Cette quatrième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* (SOFI), qui constitue la dernière estimation du nombre de personnes souffrant de façon chronique de la faim dans le monde, fait le point des efforts accomplis aux niveaux mondial et national pour atteindre l'objectif fixé par le Sommet mondial de l'alimentation en 1996, à savoir réduire de moitié, d'ici 2015, le nombre de ces personnes. Le présent rapport est divisé en quatre sections principales. La première section *La sous-alimentation dans le monde*, analyse les données les plus récentes concernant la faim. D'autres articles mettent en corrélation ces mêmes données avec d'autres indicateurs, en vue de décrire le lien fatal entre la faim et la mortalité, et la conjonction stratégique entre la

lutte contre la faim et la poursuite des Objectifs de développement du millénaire.

La deuxième section se compose d'un cahier spécial consacré à la vulnérabilité des populations montagnardes et de leurs environnements. On y présente des résultats préliminaires provenant d'une étude multidisciplinaire réalisée dans le cadre de la contribution de la FAO à l'Année internationale de la montagne qui s'appuie sur de nouvelles données géoréférencées et vise à estimer le nombre des montagnards exposés à l'insécurité alimentaire.

La troisième section *Sur la voie des engagements du Sommet* contient une série d'articles analysant les démarches adoptées dans le but de tenir les engagements pris dans le cadre du Plan d'action du SMA.

Enfin, comme dans toutes les éditions du SOFI, le lecteur trouvera, dans deux sous-ensembles de tableaux, des informations détaillées sur la prévalence de la sous-alimentation et sur la disponibilité de nourriture, la diversification alimentaire, la pauvreté, l'état de santé et la situation nutritionnelle des enfants dans les pays en développement et dans les pays en transition.

Le SOFI tire parti du travail qu'accomplissent la FAO et ses partenaires internationaux pour suivre et analyser la situation nutritionnelle et la vulnérabilité des populations dans le monde entier. Il s'inscrit dans la contribution de la FAO à l'initiative interinstitutions concernant les systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires.

## Les systèmes d'information et de cartographie sur l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité



Je me réjouis vivement d'associer le Groupe de travail interinstitutions sur les SICIAV (GTI-SICIAV) à cette quatrième édition de *L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde*. Les informations contenues dans cette publication représentent une contribution substantielle aux objectifs des SICIAV, à savoir:

- attirer davantage l'attention au niveau mondial sur les problèmes d'insécurité alimentaire;
- améliorer la qualité des données et des analyses grâce à l'élaboration de nouveaux outils et au renforcement des capacités dans les pays en développement;
- promouvoir une action efficace et mieux dirigée en vue de réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté;
- promouvoir la collaboration entre donateurs concernant les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire aux niveaux mondial et national;
- améliorer l'accès à l'information par le biais de réseaux et d'échange d'informations.

Comme l'indique la liste des membres, le GTI-SICIAV réunit des perspectives et des intérêts divers. Cependant, nous sommes tous unis par notre engagement à réduire l'insécurité et la vulnérabilité alimentaires au niveau mondial et à offrir des moyens d'existence durables aux pauvres de ce monde. De plus en plus, la démarche axée sur des conditions de vie durables est considérée comme un cadre pour le suivi et l'évaluation de l'insécurité et de la vulnérabilité alimentaires, comme de l'orientation et de l'impact de nos efforts pour y remédier. Quelques moyens d'existence et d'environnement durable sont présentés en détail dans SOFI, l'accent étant mis, en particulier, sur les populations montagnardes, conformément à la désignation de 2002 comme Année internationale de la montagne».

Le contexte international de développement dans lequel opère le GTI-SICIAV a changé de façon marquée depuis la tenue du Sommet mondial de l'alimentation de 1996. Le processus lié à l'Objectif de développement du millénaire (ODM) a joué un rôle déterminant dans les stratégies et les actions tournées vers le développement. Le GTI-SICIAV se promet de participer pleinement à l'initiative ODM ainsi qu'aux efforts visant à suivre sa mise en œuvre et à mesurer son impact aux niveaux mondial et national.

Tout comme pour les éditions précédentes du SOFI, les membres du Groupe de travail interinstitutions rendent hommage à l'équipe SOFI de la FAO pour son rapport d' excellente qualité sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde.

Krishna Belbase (UNICEF)  
Présidente, GTI-SICIAV

## Composition du GTI-SICIAV

### Organismes d'aide bilatérale et d'assistance technique

Agence australienne pour le développement international (AusAID)  
Agence canadienne de développement international (ACDI)  
Commission européenne (CE)  
Agence allemande de coopération technique (GTZ)  
Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID)  
Département de l'agriculture des Etats-Unis (USDA)

### Organisations des Nations Unies et de Bretton-Woods

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)  
Fonds international pour le développement agricole (FIDA)  
Organisation internationale du travail (OIT)  
Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (ONU/DAES)  
Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA)  
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)  
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)  
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)  
Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)  
Banque mondiale (BM)  
Programme alimentaire mondial (PAM)  
Organisation mondiale de la santé (OMS)  
Organisation météorologique mondiale (OMM)  
Comité administratif de coordination/Sous-Comité de la nutrition (CAC/SCN)  
Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI)  
Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI)  
Service international pour la recherche agricole nationale (ISNAR)  
Centre international d'agriculture tropicale (CIAT)

### Organisations non gouvernementales internationales

Helen Keller International (HKI)  
Save the Children Fund (SCF)  
Institut mondial pour les ressources (WRI)

### Organisations régionales

Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC)  
Comité permanent interEtats de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS)

# Table des matières

4	<b>Avant-propos</b>
	Vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation
6	<b>La sous-alimentation dans le monde</b>
6	La faim et la mortalité
8	Dénombrement des victimes de la faim: dernières estimations
10	Malnutrition, pauvreté et développement
12	Les «points chauds» de la faim
14	<b>Cas particulier</b>
14	La vulnérabilité des environnements montagnards et de leurs populations
20	<b>Sur la voie des engagements du Sommet</b>
20	Agir pour combattre la faim
22	Combattre les facteurs de risque communs aux conflits et à l'insécurité alimentaire
24	Affronter les causes de la malnutrition: les défis cachés des carences en micronutriments
26	Réforme agraire et sécurité foncière: clés de la sécurité alimentaire et du développement rural durable
28	Financer le développement: importance cruciale de la réduction de la faim et du développement agricole
30	<b>Perspectives</b>
	La lutte contre la faim contribue à atteindre les autres Objectifs de développement du millénaire
31	<b>Tableaux</b>

# Avant-propos

## Vers l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation

**P**OUR PARLER SANS AMBAGES, l'état de la sécurité alimentaire dans le monde n'est pas bon. Dans chacune des trois éditions précédentes de ce rapport, nous avons diffusé essentiellement le même message. Chaque année, nous avons fait état d'un ensemble de bonnes et de mauvaises nouvelles. Ainsi, nous avons pu nous réjouir du déclin continu du nombre de personnes souffrant de malnutrition dans le monde en développement. En revanche, nous avons été déçus d'observer la lenteur de ce déclin, dont la progression a été cruellement inférieure à celle qu'exige la réduction par moitié, d'ici 2015, du nombre de personnes souffrant de la faim - objectif fixé au Sommet mondial de l'alimentation de 1996 et repris dans les Objectifs de développement du millénaire.

Cette année, nous sommes contraints d'annoncer que les progrès sont pratiquement au point mort. Selon nos dernières estimations, basées sur les données des années 1998-2000, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde s'établirait à 840 millions, dont 799 millions dans les pays en développement. Ce chiffre représente un déclin d'à peine 2,5 millions par an au cours des huit années nous séparant de la période 1990-1992, utilisée comme point de départ pour la campagne lancée lors du Sommet mondial de l'alimentation.

Au rythme actuel, nous atteindrons l'objectif du SMA avec plus d'un siècle de retard, c'est-à-dire plus près de 2150 que de 2015. Cela est tout simplement inacceptable. Pour présenter les choses différemment, si nous voulons rattraper ce retard de progression et atteindre l'objectif du SMA dans les délais impartis, nous devons nous efforcer, dès aujourd'hui, de réduire chaque année le nombre de personnes souffrant de la faim de 24 millions d'ici 2015, soit près de 10 fois la cadence atteinte au cours des huit dernières années. Il s'agit là, tout simplement, d'un impératif.

**«Nous ne pouvons invoquer comme excuse une croissance ou des connaissances insuffisantes pour éliminer la faim.»**

Aussi formidable que puisse nous apparaître une telle tâche, il est éminemment possible d'atteindre ce taux accéléré de progression. Au demeurant, il ne s'agit pas de savoir si nous pouvons nous permettre d'investir les ressources et l'énergie, et de prendre les engagements politiques nécessaires à la lutte contre la faim. La vraie question est celle de savoir si nous pouvons nous permettre de ne pas le faire. Et à cela, nous devons répondre par la négative.

Le tribut à payer pour la lenteur des progrès est des plus lourds, à commencer pour ceux qui souffrent de la faim. Cependant, le tribut est lourd également pour leur communauté, pour leur pays mais aussi pour le village mondial que nous habitons et partageons tous.

Dans ce rapport, des articles témoignent du coût écrasant que la faim inflige aux millions de personnes qui en souffrent, qu'il s'agisse des retards de croissance physique et mentale, des pertes d'opportunités, de la santé condamnée, de l'espérance de vie abrégée et de la mort prématurée. Pour ne citer qu'un seul exemple, chaque année, 6 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans meurent des conséquences de la faim et de la malnutrition. Ce chiffre correspond en gros à la population entière d'enfants âgés de moins de cinq ans au Japon, ou encore en France et en Italie mises ensemble.

D'autres articles démontrent que la perte de productivité, les vies professionnelles tronquées et les perspectives obstruées de 799 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde en développement entravent le progrès économique, tout en alimentant la dégradation de l'environnement et les conflits aux niveaux national et international.

A l'évidence, le coût de l'inaction est prohibitif. Fort heureusement, il est possible de calculer le prix du progrès à accomplir - et ce prix est abordable à condition de nous doter de toute urgence, non pas de l'argent, mais de la volonté nécessaire.

Dans le cadre des manifestations entourant le Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après* qui s'est tenu en juin 2002, le Secrétariat de la FAO a proposé l'esquisse d'un programme de lutte contre la faim, à savoir un cadre stratégique permettant d'entreprendre, dans le respect des coûts, une action nationale et internationale de réduction de la faim, grâce au développement agricole et rural et à un accès élargi à la nourriture.

**«Le coût de l'inaction est prohibitif.**

**Le coût des progrès est calculable et abordable.»**

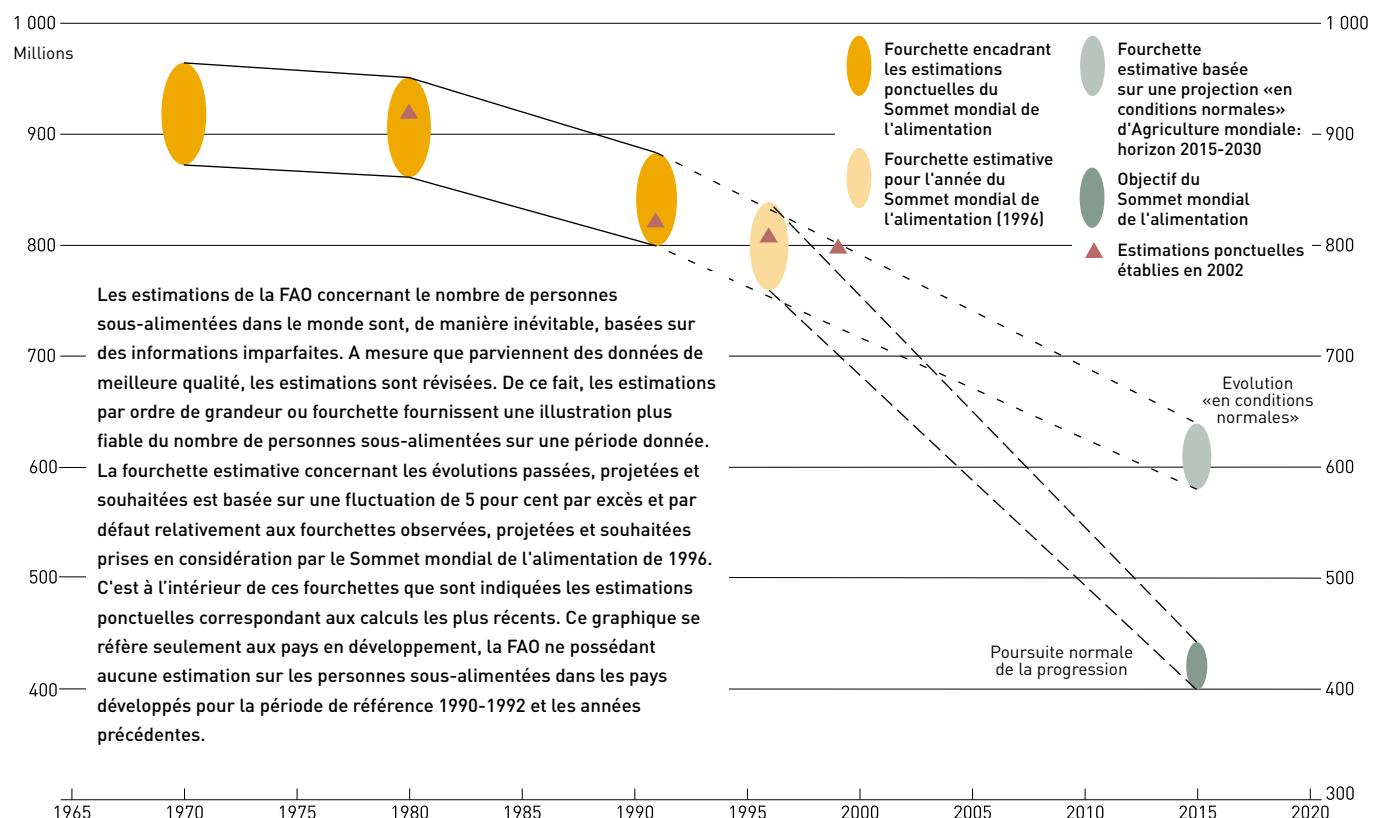
Aux termes de cette proposition, un investissement public de 24 milliards de dollars EU par an suffirait au lancement d'une campagne accélérée contre la faim permettant d'atteindre l'objectif du SMA. Si l'on se place dans la bonne perspective, on voit que ce prix est d'une modestie surprenante, surtout lorsqu'on le compare aux plus de 300 milliards de dollars EU que les pays de l'OCDE ont consacrés au soutien de leur propre agriculture en 2001. Comme l'a souligné l'économiste Jeffrey Sachs, relativement aux ordres de grandeur d'une économie mondiale qui se mesurent en trillions, on peut considérer 24 milliards de dollars EU comme une «erreure d'arrondissement de chiffres» qui représente à peine cinq centimes pour 100 dollars EU de revenus.

En outre, le rendement d'un tel investissement serait impressionnant. Selon les estimations de la FAO, en atteignant les objectifs du SMA on obtiendrait au moins 120 milliards de dollars EU par an sous forme d'avantages tels qu'une plus grande longévité, une meilleure santé et une meilleure productivité pour des centaines de millions de personnes délivrées de la faim.

Le coût d'un tel programme ne manquerait pas d'être largement réparti. Parmi plusieurs options possibles, le Programme de lutte contre la faim part de l'hypothèse que les coûts seraient partagés de façon égale (50-50) entre la communauté internationale des donateurs et les pays en développement eux-mêmes. Cette initiative exigerait en moyenne, dans l'ensemble des régions en développement, une augmentation de 20 pour cent des budgets consacrés par les pays en développement à leur agriculture et à leur secteur rural; pour les pays développés et les institutions financières internationales, cela représenterait un doublement du financement à caractère concessionnel du développement agricole et rural. Ainsi, l'aide officielle au développement se trouverait rétablie au niveau précédent les années 90, avant le déclin brutal qui avait précisément, comme



## Nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en développement: ordres de grandeur sur la base d'observations et de projections, comparaison avec l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation



le démontre le présent rapport, touché avec une dureté particulière les pays où la faim est la plus répandue.

Mais, demandera-t-on, que rapporterait un tel investissement? Le Programme de lutte contre la faim décrit une démarche double visant à réduire de façon rapide et durable le nombre des personnes souffrant de la faim. Il permettrait un accès à la nourriture qui soulagerait de façon immédiate les situations les plus graves, celles que doivent endurer plus de 200 millions de personnes pour qui la faim est une souffrance chronique. En outre, il permettrait de canaliser les investissements en direction du développement agricole et rural durable, tout en élevant la productivité et les revenus, mais aussi en restaurant l'espoir dans les régions du monde en développement où vivent plus des trois quarts des personnes pauvres souffrant de la faim de notre monde. La proposition contient également les éléments clés d'un cadre de politiques visant à optimiser l'impact de ces investissements en induisant des flux complémentaires d'investissements privés et en permettant aux pauvres et aux personnes souffrant de la faim de réaliser leur plein potentiel d'épanouissement.

Nous ne pouvons invoquer comme excuse une croissance ou des connaissances insuffisantes pour éliminer la faim. Ce qu'il nous reste à démontrer, en revanche, c'est que nous nous sentons suffisamment concernés, que nos déclarations de solidarité dans des enceintes internationales ne sont pas de simples et creuses rhétoriques, et que nous n'accepterons plus ni ne feindrons d'ignorer la souffrance de 840 millions de personnes souffrant de la faim, non plus que le tribut quotidien de 25 000 morts provoquées par la faim et par la pauvreté.

Nous produisons d'ores et déjà de la nourriture en quantité plus que suffisante pour offrir un régime alimentaire adéquat à toute l'humanité. Le Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation 1996 établit clairement ce qu'il y a lieu de faire. Le Programme de lutte contre la faim propose des mesures concrètes et abordables pour traduire les concepts solides du Plan d'action, de même que les principes louables qui le sous-tendent, en action immédiate et efficace.

Aucun prétexte ne saurait justifier un retard supplémentaire. Il est possible de vaincre la faim. Cependant, nous n'y parviendrons que si nous faisons preuve de la volonté de nous mobi-

liser pour une campagne concertée et bien financée. Les gouvernements, la communauté internationale, les organisations non gouvernementales et celles de la société civile ainsi que du secteur privé doivent œuvrer ensemble, constituer une alliance internationale contre la faim, pour garantir à toutes et à tous le droit le plus fondamental de la personne, le droit à une alimentation essentielle à la survie et à l'existence.

Jacques Diouf  
Directeur général de la FAO